

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## 3e réunion du CEE : mettre en œuvre une relation économique équitable

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

**R**ÉINVENTER la coopération économique entre le Gabon et la France est l'un des nouveaux objectifs des conseillers du Commerce extérieur de la France (CCE), indique un communiqué de cette organisation composée d'hommes et de femmes d'affaires qui vient de tenir à Libreville sa 3e réunion régionale Afrique centrale. À laquelle ont pris part plusieurs représentants d'entreprises et fi-

liales de grands groupes français et de PME.

Certes, différents thèmes ont été abordés, "l'avenir de l'intégration économique régionale", "l'employabilité des jeunes", "la transition énergétique comme nouveau modèle économique", mais la thématique "repenser la relation économique Gabon-France fondée sur des partenariats inclusifs et équitables" a été au centre des attentions. D'autant plus que cette relation est fréquemment mise à l'index par ceux qui estiment que les contrats signés avec les entre-



Photo: DR

Une vue de la table ronde sur l'employabilité des jeunes.

## Cémac : 6 000 milliards de francs de promesses d'investissement



Photo: DR

Jean-Baptiste Ondaye (à gauche), président du Copil Pref-Cémac, et Pr Michel-Cyr Djiena Wembou, secrétaire permanent du Pref-Cémac.

GRM  
Libreville/Gabon

**L**A Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) a annoncé avoir obtenu des promesses d'investissement de 9,2 milliards d'euros, soit 6 035 milliards de francs dans treize projets d'intégration régionale lors d'une table ronde organisée les 28 et 29 novembre à Paris.

"9,2 milliards d'euros ont été promis à la Cémac, soit 104 % de l'objectif initial de 8,8 milliards d'euros", a déclaré Michel-Cyr Djiena Wembou, secrétaire permanent du Comité de pilotage du Programme des réformes économiques et financières de la Cémac (Pref-Cémac), à l'issue de la table ronde réunissant des bailleurs de fonds et des investisseurs internationaux.

Durant deux jours, les responsables de la Cémac ont présenté aux investisseurs et aux partenaires technico-financiers 13 projets "intégrateurs", dont des routes, un port sec, des lignes de chemin de fer et des infrastructures d'interconnexion électrique. Ces projets, qui représentent le volet "infrastructures" du Programme économique régional (PER), visent à développer les échanges commerciaux régionaux, à augmenter la transformation locale des ressources naturelles, à industrialiser davantage les économies et à renforcer leur résilience aux chocs futurs.

Lors de la première édition de la table ronde dédiée aux investisseurs internationaux, qui a été organisée en novembre 2020, la Cémac avait obtenu des engagements de 3,8 milliards d'euros, au-delà des 3,3 milliards recher-

prises françaises ne contribuent pas pleinement au développement du Gabon.

Pour les participants à cette 3e réunion, il est urgent de redéfinir un nouveau dialogue économique non seulement entre les deux pays mais aussi avec toute

l'Afrique francophone.

Pour rappel, les conseillers du Commerce extérieur de la France (CCE) sont un réseau de 4 500 femmes et hommes, chefs d'entreprise et experts de l'international, choisis pour leurs compétences et présents dans plus de 150 pays.

Au travers de leurs actions et de l'importance économique qu'ils représentent, les membres du comité Gabon des CCE sont le reflet de l'engagement des entreprises, filiales de grands groupes français ou simples PME, établies au Gabon.

## Agriculture : vers la mise en place du Conseil agricole et rural

Jean MADOUA  
Libreville/Gabon

**L**A salle de réunion de la Direction générale du développement rural a prêté dernièrement son cadre à la rencontre des acteurs du Conseil agricole et rural. La patronne de cette direction, Olga Mangodi, a rappelé à l'assistance l'importance de cette réunion.

"Lors de la sixième réunion du Conseil agricole et rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre, il a été demandé que chaque pays ait une plateforme multi-acteurs intervenant dans le Conseil agricole et rural, en vue d'accompagner les agriculteurs. Le Gabon ne dispose pas de cette entité, il serait indispensable de mettre en place cette plateforme pour s'arrimer à la donne régionale", a-t-elle indiqué.

Le Coordinateur du programme Graine, Calixte Mbeng, qui assure les fonctions du secrétaire



Photo: J.M

Première réunion pour le lancement du Conseil agricole du Gabon.

général de ce réseau, a expliqué les tenants et les aboutissants de cette plateforme régionale. De cela, le réseau des services du Conseil agricole et rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre a pour mission d'offrir un espace d'échange, d'apprentissage, de partage, de développement des capacités entre les acteurs du Conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre afin d'améliorer leurs performances et impacts. Il vise à contribuer et

améliorer les conditions de vie des agriculteurs en Afrique et dans le monde.

"Dans chaque domaine d'activité humaine, les pouvoirs publics mettent en place une réglementation et des normes afin d'éviter les dérapages. Un secteur sensible comme l'agriculture doit être réglementé pour éviter les personnes qui s'envisagent des "coachs agricoles" qui ne sont pas du domaine et qui n'ont pas des compétences", a-t-il souligné.